

ANNEXE I Ad article 8

Depuis 2001, la Direction des Affaires Politiques attribue ainsi une contribution au réseau « Femmes Africa Solidarité », une ONG qui organise depuis des années la création de réseaux de solidarité féminins actifs dans le domaine des Droits de l'Homme à travers l'Afrique, et ce dans la construction de la paix d'une part et d'autre part dans le changement des mentalités. « Femmes Africa Solidarité » a réuni en pleine crise génocidaire au Rwanda des femmes de diverses ethnies pour faire des appels à la paix, pour organiser l'accueil des enfants abandonnés et la protection des réfugiés.

La Direction des Affaires Politiques a par ailleurs, durant plusieurs années, soutenu financièrement le projet « Refuge pour femmes victimes de violences », mis en œuvre par l'ONG Zena BiH en coopération avec le Conseil de l'Europe, et qui vise à donner un refuge aux femmes victimes de la violence.

Le projet offre une assistance psychologique aux femmes victimes de violence et vise à créer des emplois pour les femmes de la région de Mostar. A travers son Institut pour la prévention des conflits, l'ONG « Zena BiH » cherche à réunir les centres d'assistance sociale, les forces de police, les autorités judiciaires et les médias, afin de les sensibiliser et de pouvoir lutter ensemble contre le problème de la violence. La Maison des femmes accueille des femmes réfugiées et les aide à retrouver leur indépendance économique. « Zena BiH » cherche également à promouvoir le respect des droits de la femme par des projets de sensibilisation et à travers des ateliers qui créent des débouchés pour les femmes de la région.

En 2003, le Ministère des Affaires Etrangères a contribué à hauteur de 30.000 € à la mise en œuvre du projet « Women's Participation in Politics » du centre de l'OSCE à Tachkent. Le projet vise à accroître la participation politique des femmes en Ouzbékistan pour les années 2003-2004, en vue des élections parlementaires, qui ont eu lieu en 2004.

Le Ministère a soutenu un deuxième projet de l'OSCE sur la promotion de l'égalité entre femmes et hommes en Azerbaïdjan à hauteur de 27 500€.

La Direction des Affaires Politiques a également apporté son soutien, à hauteur de 15.000€, au Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe en vue de la mise en œuvre du projet « Atelier sur les droits des femmes dans la région euro-méditerranéenne ». Ce projet vise à fournir un espace de discussion et d'échanges sur les différentes approches de protection et promotion des Droits de l'Homme dans la région euro-méditerranéenne. Dans le respect des identités culturelles, le projet fournit des possibilités de renforcement des réseaux pour la protection dans le domaine des Droits de l'Homme dans la région, tout en réaffirmant les fondements communs à tous les pays en la matière,

Mises à part ces contributions spécifiques, la Direction des Affaires Politiques soutient le travail du Haut-Commissaire pour les Droits de l'Homme des Nations Unies respectivement du Conseil de l'Europe par des contributions volontaires régulières.

Projets bilatéraux de la coopération luxembourgeoise ayant plus spécifiquement trait à l'égalité entre les genres

(i) Niger

Projet « Ecoles et Santé II », 2001 à 2005, budget global EUR 5.027.280 (la part consacrée au genre n'est pas chiffrable)

Comme dans la plupart des pays africains, la situation socio-économique de la femme au Niger est loin d'être satisfaisante. C'est à elle que la tradition confère les corvées quotidiennes nécessaires à la survie de la famille: l'approvisionnement en eau et en bois de chauffe, la plupart des travaux champêtres, les activités de transformation alimentaire, les soins et l'éducation des enfants, etc., auxquelles il faut ajouter les grossesses multiples. En même temps, ses droits sont limités et toutes les statistiques montrent qu'elle est la personne qui profite le moins des retombées des actions de développement socio-économique. Le taux d'alphabétisation des femmes et celui de la scolarisation des filles par exemple demeurent très bas (9%).

Pour ces raisons, le projet, dont l'objectif principal était la construction et l'aménagement d'écoles dans les villages de la région de Dosso, vise des domaines qui concernent de près la femme: santé, hygiène, éducation des enfants, approvisionnement en eau potable et en bois de chauffe. Une importance particulière a donc été accordée à son rôle dans la mise en oeuvre du projet, particulièrement comme relais au sein de la cellule familiale et au sein du village. Son adhésion aux objectifs fixés était donc une des priorités du projet.

Les exigences d'exploitations demandées aux exploitantes des jardins maraîchers féminins dans le cadre du projet ont été, entre autre, les suivantes :

- d'inscrire ou d'avoir leurs enfants à l'école;
- d'entretenir régulièrement les cours des écoles et de veiller à ce que les salles de classe soient entretenues régulièrement;
- d'assister les écoliers dans l'apport en eau de bassins placés à proximité des latrines des écoles;
- de participer au programme d'alphabétisation pour augmenter leur capacité de formation.

Le projet continuera de 2005 à 2009 (montant global EUR 5.710.820) sur la lancée du projet précédent et prendra en compte les intérêts stratégiques des filles et des femmes (scolarisation, alphabétisation, formation, sensibilisation) en favorisant leur participation active et/ou en créant des associations de productrices, et en responsabilisant ces associations pour leurs tâches, notamment le développement d'activités génératrices de revenus pour les femmes et la sensibilisation à la scolarisation des filles.

(ii) Mali

La thématique du genre est particulièrement prise en compte par les projets mis en oeuvre par le Centre National de Ressources de l'Education Non Formelle (ex-DNAFLA) dépendant du Ministère de l'Education, dans les quartiers de Lassa et de Missabougou. Il s'agit, à travers l'alphabétisation, la formation et la micro-finance, de renforcer les capacités des femmes défavorisées des quartiers périphériques de Bamako et de les accompagner vers plus d'autonomie socio-économique. La durée du projet est de 2001 à 2005 pour un budget global de EUR 2.251.204 (la part consacrée au genre n'est pas chiffrable).

(iii) Sénégal

Conformément au Programme Indicatif de Coopération (PIC), dans lequel il a été prévu de porter une attention particulière à la dimension genre, le projet intitulé « Appui aux Centres d'Enseignement Technique Féminins (CETF) dans la région de Saint-Louis » (2002-2005 ; EUR 3,96 millions) se propose d'améliorer les programmes de formation, de renforcer les compétences pédagogiques et techniques des formateurs, de réhabiliter le CETF de Saint-Louis et de construire de nouveaux Centres à Matam, Podor et Dagana tout en procédant à l'équipement de ceux-ci. Un accent particulier est aussi mis sur le dispositif de suivi des élèves sortantes pour faciliter leur insertion dans le marché de travail.

Projets multilatéraux

Contributions budgétaires à l'UNIFEM (Fonds de développement des Nations Unies pour les Femmes)

Les contributions que le Luxembourg verse aux ressources budgétaires du Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM) sont en augmentation constante. Elles ont atteint 594,944 € en 2002, 594,945 € en 2003, 700,000 € en 2004 et 800,000 € en 2005.

Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)

Dans le contexte de l'accord-cadre signé avec l'UNFPA en 2004, le Luxembourg contribue à deux priorités thématiques plus particulièrement liées à l'égalité des genres :

- **la santé maternelle** (contribution de 550,000 € en 2004 et de 650,000 € en 2005), où il s'agit d'apporter un soutien aux femmes en matière de planning familial pour éviter les grossesses non désirées, de faire en sorte qu'elles puissent accoucher dans un environnement sûr et sain et qu'elles puissent avoir accès à des services obstétriques d'urgence en cas de complications, et
- **la lutte contre la fistule** (contribution de 600,000 € en 2004 et de 300,000 € en 2005), qui est l'un des problèmes les plus négligés de la santé en matière de reproduction. Causée par un accouchement prolongé ou par son arrêt, la fistule a des conséquences sociales tragiques: de nombreuses filles et femmes atteintes d'une fistule sont ostracisées par la société et abandonnées par leur mari. La fistule affecte ordinairement les membres les plus marginalisés de la société – des filles pauvres, analphabètes, et des jeunes femmes vivant dans des zones reculées.

Si la plupart des projets que le Luxembourg finance avec l'UNFPA touchent les femmes et les jeunes filles, ceux-ci leur sont plus spécifiquement destinés.

***Mali :** Le Luxembourg apporte son soutien, en partenariat avec l'UNFPA, au programme national de lutte contre l'excision (PNLE) (Phases I, II et III, 1999-2007, 1,490,829 €), mis en œuvre par le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.*

L'excision est encore pratiquée par une grande majorité au Mali, du fait d'un ancrage socioculturel fort. Elle a pour conséquence de rendre encore plus précaire la santé des femmes et contribue donc au déséquilibre homme-femme. Le gouvernement malien est fortement engagé à lutter contre cette pratique. Il a décidé d'utiliser des stratégies de communication (information, sensibilisation) adaptées pour faire reculer cette pratique, sans heurter les consciences qui restent très attachées culturellement à cette pratique. Cette

approche a fait ses preuves et continue à être appuyées par le Luxembourg pour les années à venir.

Niger : Projets « Maternité sans risques dans la région d'Agadez, Phases I et II » (2001-2007, 1,288,244 €) et « Santé de la Reproduction à Mirriah (district de Zinder) et à Loga (district de Dosso), Phase III » (2004-2007, 440,000 €). Ces deux projets soutiennent les efforts du Gouvernement du Niger en matière de réduction de la pauvreté en contribuant à la mise en œuvre de la politique sectorielle de Santé en général et à l'amélioration de la santé de la reproduction et à la réduction de la mortalité maternelle. Les objectifs des projets sont d'améliorer l'accessibilité et l'utilisation des services de santé de la reproduction de qualité, incluant les services de santé sexuelle et reproductive des jeunes dans les zones d'intervention du programme accrues, d'améliorer la gestion des services de SR au niveau central et dans les zones d'intervention, et de prévenir la propagation du VIH/SIDA.

Nicaragua : Projet : « Développement des capacités locales pour la promotion de la santé sexuelle et reproductive au niveau des communautés, Phase III » (2003-2006, 660,782 €). Le projet a pour objectif l'amélioration de la qualité de vie de la population du Nicaragua et la promotion du développement humain durable à travers le respect des droits de reproduction. Plus spécifiquement, le projet vise l'amélioration de l'efficacité des politiques publiques locales et nationales en matière de santé reproductive (SR). Pour ce faire, le projet a pour but de se pencher sur une stratégie nationale d'une part et de renforcer les capacités des organisations locales traitant de la SR dans les 12 municipalités sélectionnées d'autre part.

Nicaragua : Projet « Renforcement des soins obstétricaux d'urgence pour une maternité sûre » (2004-2007, 1,000,000 €). Le projet intervient dans trois Systèmes locaux de Soins de Santé intégrés (SILAIS) – Río San Juan, Jinotega et Chontales – se situant dans des départements qui sont caractérisés par des indices de pauvreté élevés, l'inaccessibilité aux services de santé en général et aux services de soins à la maternité en particulier et des taux de natalité élevés. L'objectif du projet est de réduire la mortalité maternelle par l'amélioration des soins portés aux complications obstétricaux dans les trois SILAIS.

Vietnam : Projet « Strengthening the capacity of VINAFFPA (Vietnam Family Planning Association), Phases I et II » (2000-2006, 766.357 €). Il s'agit principalement d'un projet de formation qui essaye d'induire un changement de mentalité en matière de santé reproductive et d'égalité des sexes. Le projet contribue à la mise en place d'un modèle de conseil et de gestion en matière de santé reproductive (SR). Les fournitures de services sont basées sur les besoins de la communauté, en relation avec l'égalité des sexes et le renforcement de la position de la femme dans la société. Il s'agit également d'améliorer la qualité et le contenu de la promotion de la santé reproductive au sein des quatre centres VINAFFPA et des précautions prises dans la communauté en général. Finalement, il s'agit d'améliorer les capacités de VINAFFPA au niveau central et local en ce qui concerne la gestion de projets et la fourniture de services techniques.

Afghanistan : Projet d'appui aux femmes afghanes (2001-2004, 4,5 millions USD). L'objectif est de fournir aux femmes dans les camps de réfugiés et en Afghanistan des services de santé reproductive sous forme d'assistance pré-natale, post-natale, d'obstétrique d'urgence et d'assistance aux naissances. A cela s'ajoutent des activités de planification familiale et d'aide psychologique post-traumatique ainsi que le traitement et la prévention des infections des organes reproductifs de la femme. Dans une phase parallèle et à long terme, les familles des

victimes profiteront de conseils psychologiques et les bases de données sur la situation des femmes seront mises à jour et ceci en vue de développer des programmes de développement qui visent à renforcer le rôle de la femme ce projet avait pour but de soutenir les femmes afghanes à travers un appui en matière de santé pré- et postnatale, un soutien psychologique et un accès au planning familial.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Mali : La Coopération luxembourgeoise apporte son soutien depuis juin 2004 au Programme d'Appui au Renforcement de l'Equité Homme-Femme (PAREHF) mis en œuvre par le Gouvernement malien avec l'appui du PNUD (2004-2007, 420,000 €).

Celui-ci vise à appuyer les efforts du Gouvernement, des institutions et associations de promotion des femmes, à travers la définition et la mise en œuvre d'un cadre cohérent de politiques et de stratégies de développement qui assurent les droits de la femme à la survie, au développement, à la protection et à la participation accrue à la vie publique. L'appui luxembourgeois concerne plus particulièrement, à travers la formation, une participation accrue des femmes aux activités socio-économiques.

Mali : Le projet intitulé « Appui à l'Education de base des Filles et des Femmes dans les régions du Nord (Gao-Tombouctou-Kidal » est un projet mixte (multilatéral-bilatéral) avec le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). Le coût total de ce projet s'élève à 6.300.000 US\$ et la contribution du Luxembourg se situe à la hauteur de 500.000 US\$. Il vise à introduire une culture de la paix au niveau de l'enseignement fondamental, se situe dans le cadre du Programme Décennal de l'Education. Le projet a été agréé pour la période allant de 1999 à 2003. Il a contribué à l'établissement de systèmes d'éducation mieux adaptés aux besoins des communautés du Nord du Mali tout en promouvant un accès égal des filles et femmes à l'éducation.

Mali : Appui au système éducatif centralisé (2004-2005, 620,800 €, part pour genre non chiffrable). L'un des volets de ce projet vise à augmentation de la demande et de l'offre éducatives en général et pour les filles et les femmes en particulier : infrastructures, réduction des écarts homme-femme, formation des enseignants, partenariat autour de l'école, incitation à la fréquentation scolaire ;

Afghanistan. Projet « Femmes afghanes et gouvernance » (2003-2005, 1,000,000 €). Le programme a pour objectif de renforcer la position et l'avancement des femmes afghanes dans les domaines politiques, économiques et sociaux. Les objectifs du projet sont le renforcement des capacités du Ministère en charge des questions touchant au femmes au niveau des provinces, l'établissement d'un institut accrédité de formation « genre » en reliant des universités nationales et internationales, la formulation d'une stratégie «genre» multi-sectorielle nationale et l'identification des priorités nationales en matière d'égalité des sexes et alimenter le débat politique à travers des conférences au niveau national et local.

Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)

Dans le contexte de l'accord-cadre signé avec l'UNFPA en 2004, le Luxembourg contribue à deux priorités thématiques plus particulièrement liées à l'égalité des genres :

- **Éducation des filles** (500,000 € en 2004 et 700,000 € en 2005) : l'UNICEF considère que l'éducation des filles est l'investissement le plus efficace que l'on peut faire si l'on veut lutter à long terme contre de nombreux effets de la pauvreté. En effet, les analyses montrent que, quelles que soient les disparités constatées dans le domaine de l'éducation (milieu urbain / milieu rural, milieu riche / milieu pauvre, groupes minoritaires), la constante que l'on retrouve est toujours une inégalité transversale en défaveur des filles.

L'UNICEF tente notamment d'identifier les obstacles qui empêchent les filles d'aller à l'école et de les surmonter. Ces obstacles se rencontrent très tôt dans les familles, sont souvent communs aux garçons et aux filles, mais ont des répercussions plus graves pour ces dernières.

- **Développement et soutien à la petite enfance** (500,000 € en 2004 et 500,000 € en 2005): A l'intérieur de cette priorité thématique l'UNICEF défend une approche globale pour tous les aspects qui affectent le bon développement des enfants de leur naissance jusqu'au moment d'entrer à l'école. Il s'agit de donner à tous les enfants, filles et garçons, un bon départ dans la vie, en s'assurant que la grossesse et l'accouchement se passent bien, que l'allaitement et la nutrition répondent aux besoins de l'enfant, que son entourage sait et peut s'occuper de lui, qu'il a accès à une hygiène de vie saine (eau, alimentation). Au-delà de la survie de l'enfant (et de la lutte contre la mortalité infantile), il s'agit de faire en sorte que l'enfant puisse aussi se développer dans de bonnes conditions (santé, éducation) afin de pouvoir aller à l'école et se développer au maximum de ses capacités.

Vietnam : Projet de soutien aux enfants dans la région des Plateaux Centraux au Vietnam, 2004-2006, 1,177,600 €. Comparé à ceux du reste du pays, les enfants des Plateaux Centraux du Vietnam sont particulièrement désavantagés. Les taux de mortalités infantile et maternelle sont parmi les plus élevés et la couverture d'immunisation/vaccination est une des plus basses du pays. Parmi les objectifs du projet ayant une incidence plus spécifique sur la situation des femmes, l'on peut compter l'établissement d'un système opérationnel d'identification et de notification sur la mortalité maternelle dans les communes et les centre de santé, ainsi que la réduction de la mortalité infantile et maternelle à travers une couverture d'immunisation dans les régions éloignées et enclavées en améliorant les soins pour les femmes avant et pendant leur grossesse et en améliorant l'état de santé des enfants et des femmes à travers une campagne visant le changement des comportements (éducation hygiénique et sanitaires des parents, instituteurs, ...). Il s'agit également de créer un environnement favorable pour le développement de la Petite Enfance en éduquant les parents et en formant les instituteurs des écoles maternelles.

ONUSIDA : contribution de 500,000 € à la « Global Coalition on Women and AIDS », qui est une initiative regroupant la plupart des organisations, réseaux et personnes impliquées dans le domaine du SIDA et des femmes. Elle a été lancée en 2004, et a quatre objectifs:

- Augmenter la visibilité des questions liées aux femmes, aux filles et au HIV/SIDA
- Catalyser des actions pour mieux résoudre les problèmes
- Encourager et améliorer la collaboration et la coordination à tous les niveaux
- Intensifier des actions concrètes qui amèneront une amélioration dans les vies des femmes et filles

Projets cofinancés d'organisations non gouvernementales

Dans la période couverte par le présent rapport, le Ministère des Affaires Etrangères a cofinancé plusieurs projets de promotion des femmes de différentes organisations non gouvernementales.

- « Iwwerliewe fir bedreete Volleker », Aide aux femmes palestiniennes par le biais de séminaires portant sur la santé, la sécurité et l'environnement, Territoires palestiniens, 2002, projet terminé, coût total : 35.100.-EUR, part Ministère des Affaires Etrangères: 26.325.-EUR,
- « Indesch Patenschaften », Hostel for young girls, Limbdi, Inde, 2002, projet terminé, coût total : 110.506,98.-EUR, part Ministère des Affaires Etrangères: 73.663,95.-EUR,
- « Indesch Patenschaften », Construction of a centre for integral development in health matters for women and children of Jholi and its surrounding villages, Inde, 2002, projet terminé, coût total : 47.979,04.-EUR, part Ministère des Affaires Etrangères: 31.982,83.-EUR,
- « Association Solidarité Luxembourg-Nicaragua », Femmes entrepreneuses du 30 mai, quartier René Schick, Managua, Nicaragua, 2002, projet terminé, coût total : 11.898.-EUR, part Ministère des Affaires Etrangères: 8.923.-EUR,
- « Entwécklung durch gerechten Handel », Appui éducatif aux filles et aux femmes des quartiers marginaux de la ville de Sucre - Bolivie, 2002 – 2004, projet terminé, coût total : 271.303,06.-EUR, part Ministère des Affaires Etrangères: 93.231,38.-EUR,
- « Solidarité Luxembourg-Cuba », Équipement de l'hôpital gynéco-obstétrique "Ramón González Coro", La Havane, Cuba, 2002, projet terminé, coût total : 64.992,50.-EUR, part Ministère des Affaires Etrangères: 43.328,33.-EUR,
- « Croix Rouge Luxembourg », Projet HIV/SIDA, vulnérabilité et prostitution clandestine dans les banlieues populaires de Dakar, Sénégal, 2002-2003, projet terminé, coût total : 374.827.-EUR, part Ministère des Affaires Etrangères: 208.488.-EUR,
- « Unity Foundation », Ecole Secondaire de Ruaha, Construction d'un foyer pour filles, Tanzanie, 2001-2002, projet terminé, coût total : 105.897.-EUR, part Ministère des Affaires Etrangères: 69.202.-EUR,
- « Fonds Soroptimistes Luxembourg », Appui à la distribution du poisson frais par les coopératives des femmes dans le district de Bamako, Mali, 2003, projet terminé, coût total : 16.148,92.-EUR, part Ministère des Affaires Etrangères: 12.111,69.-EUR,
- « Indesch Patenschaften », Skill Training for women situé à Theni, près de Madurai, Sud de l'Inde, 2003-2005, coût total : 153.203,21.-EUR, part Ministère des Affaires Etrangères: 102.153,47.-EUR,

- « ECPAT », projet d'appui à l'entrepreneuriat des femmes dans la région de Dakar, Sénégal, 2002-2004, dossier terminé, coût total : 221.223.-EUR, part Ministère des Affaires Etrangères: 83.091.-EUR,
- « Action lutte Contre la Pauvreté », Amélioration des revenus économiques de 300 femmes rurales du département de Tillabéri, Niger, 2004-2007, coût total : 96.567.-EUR, part Ministère des Affaires Etrangères: 85.134.-EUR,
- « Croix Rouge Luxembourg », HIV/Sida, vulnérabilité et prostitution clandestine dans les banlieues populaires de Dakar et de Mbour, Sénégal, 2005-2007, coût total : 220.500,51.-EUR, part Ministère des Affaires Etrangères: 97.472,38.-EUR,
- « Croix Rouge Luxembourg », Projet de prise en charge médicale et psychosociale des travailleuses de sexe clandestines au Sénégal, 2005-2006, coût total : 368.378,18.-EUR, part Ministère des Affaires Etrangères: 118.704,75.-EUR,
- « Association Solidarité Luxembourg-Nicaragua », Projet de développement organisationnel et de micro-entreprises de femmes paysannes des communautés de Llano Grande, Piedra de Agua et El Carrizo, au nord de Matagalpa, Nicaragua, 2005-2008, coût total : 43.000.-EUR, part Ministère des Affaires Etrangères: 32.250.-EUR,

Projets financés par l'intermédiaire des ONGD luxembourgeoises ayant conclu un accord-cadre avec le MAE.

Bridderlech Deelen :

- Prévention SIDA, sensibilisation et formation de femmes à partenaires multiples, République Démocratique du Congo, total 365.523.-, part MAE 310.695.-, en cours 2002-2006 ;
- Formation technique et gestion pour femmes productrices dans la province de Cachapoal, Chili, total 465.827.-, part MAE 395.953.-, en cours 2002-2006 ;

Action Solidarité Tiers Monde :

- Formation pour des femmes pour développer leurs capacités de leadership ; Palestine, total 73.710.-, part MAE 62.654.-, en cours 2005-2009 ;

Fondation Caritas :

- Programme de formation et de sensibilisation en faveur de femmes prostituées, Mali, total 167.982.-, part MAE 134.386.-, en cours 2005-2007 ;
- Aménagement d'un centre pour femmes traumatisées ; Bosnie-Herzégovine, total 29.000.-, part MAE 24.600.-, 2003 ;
- Formation pour femmes en détresse ; Bosnie-Herzégovine, total 12.500.-, part MAE 10.625.-, 2004 ;

Chreschte mam Sahel :

- Appui au Centre Social Féminin de Solenzo ; Burkina-Faso, total 70.996.-, part MAE 60.346.-, en cours 2005-2008 ;
- Promotion féminine au Sahel, développement rural intégré ; Burkina-Faso, total 92.252.-, part MAE 60.346.-, 2002-2003 ;

Aide à l'Enfance de l'Inde : (tous 2005-2009)

- Promotion des droits de l'enfant et des femmes ; Inde (Kaurataka), total 18.091.-, part MAE 78.414.- ;
- Prévention de la traite des filles et réhabilitation des enfants travailleurs du district de Dharwad ; Inde (Kaurataka), total 16.540, MAE 14.473 ;
- Programme d'éducation pour femmes villageoises ; Inde (West Bengal), total 5.456.-, part MAE 4.364.- ;
- Appui à une fédération de groupements de base par le biais d'un centre de ressources pour femmes ; Inde (Tamil Nadu), total 21.750.-, part MAE 17.400.- ;
- Programme éducatif pour jeunes femmes tribales de la région d'Anamalai Hills ; Inde (Tamil Nadu), total 9.642.-, part MAE 7.714.- ;
- Programme de conscientisation et de santé centré sur les femmes et les enfants du Mustang ; Népal, total 12.120.-, part MAE 9.696.-.

Fir d'Kanner a Latainamerika (Nouvelle PNP) :

- Programme de formation intégrale pour femmes et enfants ; Bolivie, total 173.933.-, part MAE 139.146.-.

ANNEXE II ad article 10h

Extra-Tour Sucht : Prévention des toxicomanies

L' Extra-Tour Sucht est un instrument de prévention des toxicomanies pour les élèves de 15 à 18 ans. Le projet a été poursuivi en 2003-2004 dans trois établissements scolaires (Lycée technique du Centre, Lycée technique d'Esch, École Européenne de Luxembourg).

800 élèves de 40 classes ont participé à un parcours interactif composé de cinq éléments différents. 35 membres du personnel enseignant et socio-éducatif ont participé, après une formation préalable, à la tâche d'animation et une centaine d'enseignant/e/s ont pu découvrir les objectifs du projet.

Projet 'Waat soll daat ?' - Prévention des toxicomanies et de la violence

Par la méthode du théâtre interactif et complété par un suivi en classe, le projet vise à :

- apprendre aux jeunes à mieux gérer les conflits en jouant une panoplie de stratégies possibles sur scène et en réfléchissant sur le bien-fondé des options prises ;
- dévoiler les propres tendances de dépendance ;
- amener les élèves à un plus de bien-être et d'assurance pour dire non au bon moment.

Le projet s'adresse aux élèves des classes de VI^e, au personnel enseignant et aux parents d'élèves.

D'Schoul um Wee – zesumme staark gin: Prévention des toxicomanies

Le projet vise à intégrer la promotion de la santé et plus spécialement la prévention primaire des toxicomanies dans le cadre de l'école primaire. Les écoles suivantes ont participé au projet : l'École européenne, l'école de Mondorf-les-Bains, l'école de Hosingen et l'école de Bettembourg.

Médiation par pairs (coopération SCRIPT-SNJ) : Prévention de la violence

Ecoles participant en 2003-2004 au projet : LTAM, LTETT, EPMC, LRS, LGL, LCE, LAM, LCD, LTB, LTE, LTJBM, EPSA, LTC, LTMA et l'école Waldorf.

En 2003-2004 :

- L'évaluation du projet 'Peer-Mediation im Schulalltag' a été poursuivie. Dans l'esprit participatif, un comité consultatif regroupant tous les groupes impliqués a déterminé les procédures de cette évaluation.

- Le projet a été complété par une formation de formateurs/trices. Ceci permet aux coaches de former les élèves de leur école. Quatre établissements scolaires ont profité de cette offre.

- Une adaptation du concept pédagogique aux besoins de l'enseignement préparatoire a été prévue.

En vue de répondre aux besoins de médiation par pair/e/s au niveau de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire, le projet PeaceForce a été réalisé dans deux écoles primaires (Bridel et Luxembourg – école Henri VII). Sur la base des résultats très encourageants de l'évaluation, le projet va être ouvert à d'autres écoles intéressées.